

## Arrêté

N° 2025-170

**Objet :** Liste d'aptitude pour l'accès au cadre d'emplois d'INGÉNIEUR  
TERRITORIAL au titre de la promotion interne – Année 2025 –

Le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon,

*Vu le code général de la fonction publique et plus particulièrement les articles L.523-1, L.523-5 à L.523-6,*

*Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de gestion,*

*Vu le décret n° 2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,*

*Vu le décret n°2023-1272 du 26 décembre 2023 modifiant les dispositions statutaires relatives à la promotion interne dans la fonction publique territoriale,*

*Vu l'arrêté n°2023-599 du 4 juillet 2023 portant liste d'aptitude de promotion interne pour l'accès au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux au titre de l'année 2023 sur lequel figure encore un agent inscrit jusqu'au 4 juillet 2025 ayant demandé sa réinscription*

*Considérant que 203 fonctionnaires et contractuels en CDI du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ont été recensés dans les effectifs de l'ensemble des collectivités territoriales et établissements affiliés, permettant d'inscrire 8 fonctionnaires sur la liste d'aptitude d'accès au grade des ingénieurs par voie de promotion interne au titre de l'année 2025 en application de l'article 4 du décret n° 2023-1272 du 26 décembre 2023 précité,*

### Arrêté :

**Article 1 :** À compter du 5 juillet 2025, la liste d'aptitude au grade d'ingénieur territorial au titre de la promotion interne pour l'année 2025 est dressée ainsi qu'il suit :

CHEF Sébastien  
CROZAT Pierre  
GUILLEMANT Éric  
MIKEC Serge  
POSTALCI Mickaël  
PROST Claire  
RAVILLARD Yann

Fait à Sainte Foy-lès-Lyon

Le 03/07/2025

Le Président,



Philippe LOCATELLI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification, éventuellement au moyen d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été régulièrement publié et transmis au représentant de l'État*